



**MINISTRE DES MINES**

*Le Ministre*

**ARRETE MINISTERIEL N°.....0681./CAB.MIN/MINES/01/2015 DU 20 MAY 2015**  
**PORTANT AGREMENT AU TITRE D'ENTITE DE TRAITEMENT**  
**CATEGORIE A, DANS LA PROVINCE DU NORD-KIVU**  
**AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS AMUR**

Vu la Constitution, spécialement ses articles 93, 202 point 36 lettre f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 81 à 83 ;

Vu la Loi des Finances n° 14/027 du 31 décembre 2014 pour l'exercice 2015, spécialement son article 27 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;

Vu l'Ordonnance n° 014/078 du 07 décembre 2014 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres et des Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République, et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1<sup>er</sup> B point 19 ;

Vu tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Interministériel n° 0349/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0149/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 18 août 2014 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 0149/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0116/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 25 juillet 2014 portant « Manuel des procédures de traçabilité des produits miniers de l'extraction à l'exportation » ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales ;



Considérant la demande de l'agrément au titre d'entité de traitement Catégorie A, dans la Province du Nord-Kivu, introduite le 17 mars 2015 par les **Etablissements AMUR** et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'agrément au titre d'entité de traitement Catégorie A, est accordé aux **Etablissements AMUR**, dont références ci-dessous :

- Siège social : Avenue Golf n° 31, Ville de Goma, Quartier les Volcans, Province du Nord-Kivu ;
- Numéro de Registre de Commerce et de Crédit Mobilier : 2519
- Identification Nationale : 5-93-N48064Y
- N° de compte bancaire à la RAW BANK : 00535318601-42/USD

**Les Etablissements AMUR**, agréé au titre d'Entité de traitement Catégorie A, est autorisée à traiter les minerais dans la Province du Nord-Kivu pour une période **de deux (2) ans**, renouvelable pour la même durée à compter de la date de la mise en production.

#### **Article 2 :**

**Les Etablissements AMUR**, peut conclure des contrats d'achat et de vente des produits miniers issus du traitement des concentrées avec des partenaires de son choix tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Toutefois, l'exportation desdites substances est soumise à l'autorisation du Ministre ayant les Mines dans ses attributions.

#### **Article 3 :**

**Les Etablissements AMUR**, est tenu d'acheter les minerais uniquement auprès :

- des exploitants artisanaux ;
- des négociants ;
- des comptoirs ;
- de coopératives minières agréées ;
- des titulaires des droits miniers d'exploitation.



#### Article 4 :

**Les Etablissements AMUR** est tenu de transmettre mensuellement à la Division Provinciale des Mines du Nord-Kivu et à la Direction des Mines à Kinshasa, les données sur les quantités achetées, traitées ou en stock, ainsi que la composition chimique en métaux valorisables établie sur base des analyses effectuées par l'un de laboratoires agréés.

#### Article 5 :

Sans préjudice des sanctions prévues par l'Arrêté Ministériel n°3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007, portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales, tel que modifié et complété à ce jour, spécialement ses articles 20 et 21, toute violation des dispositions des articles 3 et 4 ci-haut, entraîne le retrait du présent agrément.

#### Article 6 :

Le Secrétaire Général des Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 MAY 2015

**Martin KABWELULU**

#### AMPLIATIONS :

- Cabinet du Président de la République : (1)
- Cabinet du Premier Ministre : (1)
- Cabinet du Ministre des Mines : (1)
- Secrétariat Général des Mines : (1)
- Direction du Service des Mines : (2)
- C.T.C.P.M. : (1)
- Division Provinciale des Mines et Géologie du ressort : (1)
- **Les Etablissements AMUR** : (1)